



Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

Bulletin créé en 1992

N° 150 - Septembre/Octobre 2008

Contre la Cour pénale internationale, Khartoum accouche de deux souris

A la veille de l'assemblée générale des Nations Unies, la Ligue arabe, l'Union africaine et la Conférence de l'Organisation islamique (dont la Turquie), ont fait pression sur le Conseil de sécurité pour qu'il protège Béchir en votant l'article 16, qui suspend pour un an les poursuites de la CPI et peut être indéfiniment renouvelable. Selon *The Observer* et *The Guardian*, le Royaume Uni et la France s'apprêtaient à agir de même, au grand dam des militants des droits de l'homme. Ces pays ont en effet joué un grand rôle dans l'établissement de la Cour en 2002 et en 2005, ils ont voté la saisine de la CPI à propos du Darfour. A son retour de New York, **Nicolas Sarkozy a posé quatre conditions préalables : « prendre des mesures » contre les deux dirigeants soudanais déjà inculpés, faciliter le déploiement de la Minuad, favoriser la paix, cesser d'interférer dans les affaires de ses voisins, à commencer par le Tchad.** La révision du système juridique soudanais et, surtout, le respect de l'accord de paix signé en 2005 avec le Sud ont été passés sous silence, laissant toute latitude au pouvoir d'en faire à sa guise, comme il s'est dépêché de le faire en continuant de mettre le Darfour à feu et à sang. Nafi'Ali Nafi', négociateur en chef des pourparlers pour le gouvernement soudanais, accompagné d'Abdallah Gosh, vint à Paris lors d'une tournée destinée à sonder les Etats. Ce fut un échec pour eux. Nafi affirma, d'après *Jeune Afrique*, qu'il n'y a pour l'instant aucune preuve contre Haroun. « *si la justice trouve quelque chose, il sera limogé, poursuivi* » et, bien sûr, jugé au Soudan. Selon lui, Béchir pourrait entamer des pourparlers avec Khalil Ibrahim et Abd el Wahid al Nour – mais celui-ci qui veut toujours l'arrêt des conflits avant les pourparlers, a refusé de le rencontrer.

Le Qatar a proposé d'être l'Etat-hôte d'une Conférence internationale pour le Darfour, dont la Ligue arabe et l'Union africaine seront parties prenantes. Bassolé, le médiateur UN UA, sera à la tête de cette entreprise. Les Etats intéressés, dont la France, y enverront des délégués.

Béchir a commis deux faux pour aider ses amis à bloquer son arrestation. Il a institué une Cour pénale spéciale au Darfour, composée d'un procureur spécial qui rédigera un rapport spécial, de 3 assesseurs et de 43 membres. Le Président a toutefois décidé que « *faute de preuves* », il n'y aurait pas de poursuites pour viols, et il s'est bien gardé d'introduire dans les lois pénales, le génocide, les crimes contre l'humanité et autres crimes de guerre, sans parler de l'immunité garantie à l'armée et aux forces de sécurité. Certes, le statut de la CPI empêche l'arrestation d'une personne déjà jugée dans son pays pour les mêmes chefs d'inculpation, mais peut-on condamner quelqu'un pour un crime que la loi ne reconnaît pas ? Quelques troisièmes couteaux auraient été arrêtés pour des vols et des tortures mais aucun rapport n'a encore été rendu par le procureur. D'ailleurs, qui osera témoigner, au risque

d'être massacré ? Pour complaire aux membres du Conseil de Sécurité, Haroun aurait été mis aux arrêts chez lui. Kushayb serait « *sous bonne garde* » à Geneina. Hélas, les avocats n'ont entendu parler de rien dans cette ville, et le rapport confidentiel établi par le gouvernement à l'intention du Secrétaire Général des NU, n'en fait pas du tout état. Comme d'habitude, Béchir jette de la poudre aux yeux de ses interlocuteurs et ne bouge pas d'un pouce.

Le 16 octobre, il a lancé l'Initiative du peuple du Soudan pour le Darfour, à Khartoum, en présence des présidents de l'UA, de la Ligue arabe, de l'Egypte, l'Erythrée et du Qatar. Elle continuerait à Kenana (Nil Blanc). Parmi les Soudanais, on relevait la présence de très nombreux membres du Congrès National, parmi lesquels les seuls Darfouris présents, et des janjawid en masse; puis en allant en déclinant, le MLPS, les délégués de l'Umma et du DUP sans parler de Minni Minawi, signataire de l'accord de 2006 qui venait de se réconcilier avec Ali Osman Taha, le second vice président. En revanche, le Congrès populaire de Tourabi, opposé à la rencontre, les représentants des déplacés et des factions rebelles avec lesquels le Qatar a pris langue, n'étaient pas invités. Jusqu'à présent, le gouvernement exigeait que leurs chefs signent avec lui une paix bilatérale. Il ne veut discuter qu'avec des rebelles unis, ce qui a poussé le MLS d'Abd el Wahid al Nour et le MLS National de Jabir Hassab Ali à s'entendre. AWN veut maintenant contacter chaque groupe issu du MLS. L'Initiative est censée montrer que Béchir a évolué mais pour le MJE, « *il n'a pas besoin de consulter, il sait très bien ce que nous voulons* »; pour le MLS/AWN, il s'agit d'une grossière tentative pour échapper à la CPI, et pour le MLS/Unité, le plus urgent est de discuter des accusations portées contre lui.

Bételgeuse & Deimos

Le Sud-Soudan au point mort

Les juges de la CPI poursuivent leurs investigations avant d'émettre un mandat d'arrêt contre al Béchir alors que ce dernier tente de rallier autour de lui toutes les soutiens possibles pour suspendre les poursuites dont il est l'objet. Les dispositions de la feuille de route d'Abyei sont mises lentement en place, ce qui exaspère les déplacés qui souhaitent rentrer chez eux. Des accords entre Nord et Sud ont été signés dans le cadre du CPA mais des sujets sensibles restent à régler tels que la stratégie de la Banque centrale, l'aviation civile ou le transport fluvial. Le désarmement forcé a donné lieu à des violences perpétrées par l'armée du Sud-Soudan (ALPS) dans l'Etat des Lacs, où il a dû être interrompu. Aucun progrès pour l'instant dans le règlement du conflit qui oppose l'Armée de Résistance du Seigneur (ARS) et l'Ouganda : Salva Kiir s'impatiente et veut fixer une date pour la signature de la paix. En attendant, l'ARS poursuit pillages, tueries et enlèvements au Congo/Kinshasa, obligeant des dizaines de milliers de réfugiés à gagner le Sud-Soudan.

Elias

CPI : Cour pénale internationale ; Minuad : Mission des Nations Unies au Darfour ; LA : Ligue arabe ; OCI : Organisation de la conférence islamique ; MNA : Mouvement des non-alignés ; PAM : Programme alimentaire mondial ; UE : Union européenne ; DPA : Accord de paix pour le Darfour (2006) ; GoS : gouvernement du Soudan ; FAS : Forces armées soudanaises ; ALS/MM/ : Armée de libération du Soudan/Minni Minawi ;

La stratégie de Khartoum face à la CPI – Début septembre, la Chine dément un officiel soudanais selon lequel elle mettra son veto à l'émission d'un éventuel mandat contre Béchir et recommande au contraire de désamorcer la crise en déférant les deux Soudanais déjà inculpés. Le Conseil de Sécurité fait savoir qu'aucune délégation ne l'a saisi à propos d'un report de la procédure. De passage en Jordanie, signataire du Statut de Rome, le ministre de la Justice menace : « *Les Soudanais ont fait trois révolutions, ils refuseront de chasser leurs leaders et la région s'embrasera.* » Selon un analyste, « *jamais le CN ne fera marche arrière, cela plongerait le pays dans l'anarchie. Le Président sera pris en otage jusqu'à ce que le gouvernement trouve avec la communauté internationale le moyen de sortir de cette situation inextricable.* » L'UA, la LA, l'OCI, le MNA et l'Afrique du Sud promettent d'essayer à nouveau de faire jouer l'article 16 du Statut de Rome, qui suspend les poursuites pendant un an et peut-être indéfiniment renouvelé. Après la publication d'une version abrégée du dossier présenté par Luis Moreno-Ocampo, la panique règne au CN.

Le rôle crucial joué par le 2^{ème} vice-président Ali Osman Taha dans la création des milices janjawid est mis en lumière : chargé de gérer la crise du Darfour de 2003 à 2005, il a par exemple fait élargir Musa Hilal, incarcéré pour vol à main armée contre la banque centrale de Nyala, pour qu'il mobilise les hommes de sa tribu dans les brigades de Miseriha, et un témoin l'a entendu promettre à 15 commandants janjawid : « *des armes, des munitions, des chameaux, des chevaux, des salaires. Les familles des martyrs seront indemnisées. Nous sommes prêts à transporter les blessés à Khartoum pour qu'ils y soient soignés. [...] Je ne veux plus voir un seul village Zurga au Darfour. Toutes les terres Zurga sont vôtres.* » Rien d'étonnant si Taha, férocement opposé au transfert à La Haye des suspects déjà inculpés, supplante à New York Deng Alor, le ministre des affaires étrangères qui a soutenu en juin une position contraire. Rien d'étonnant non plus dans ses interventions : « *Nous espérons que l'Assemblée générale permettra au Conseil d'ajuster ses vues sur celles de toutes les organisations régionales et internationales qui rejettent la démarche du Procureur et de travailler avec les représentants de l'Afrique à y mettre un terme, selon un mécanisme précis et dans un temps déterminé.* » Le 12 octobre, le GoS aurait fait savoir à la France qu'il serait prêt à remettre Ahmed Haroun à la CPI ; le 13, le ministère de la Justice annonce qu'Ali Kushayb « *est sous bonne garde [et] sera jugé par une cour soudanaise une fois l'enquête close* ». Le 14, la Jordanie conseille au Soudan de coopérer avec la CPI et le prévient qu'elle lui offrira son assistance légale mais ne participera pas aux médiations. ST 01/09/08 ; 02/09/08 ; 03/09/08 ; 09/09/08 ; 10/09/08 ; 11/09/08 ; 14/09/08 ; 16/09/08 ; 19/09/08 ; 20/09/08 ; 22/09/08 ; 12/10/08 ; 14/10/08 ; 15/10/08 ; BBC et *Le Monde*, 15/10/08.

Des positions occidentales contrastées – Le 18 septembre, l'Ambassadeur de France aux NU et le Secrétaire d'État chargé de l'Afrique au Foreign Office démentent un article du *Guardian* assurant que la France et le Royaume-Uni unissent leurs efforts pour retarder la mise en accusation de Béchir : « *La question n'est pas posée* – affirme Jean-Maurice Ripert – *et si elle l'était [...] nous nous opposerions à toute tentative d'invoquer l'article 16 en relation avec la situation au Darfour.* » La suspension « *serait une très mauvaise idée* – soutient Lord Malloch Brown. *Nous sommes très soucieux de ne rien faire qui puisse interférer avec l'indépendance de la CPI* », même si les dirigeants africains voient en elle « *une réelle ingérence d'une institution occidentale dans les affaires de l'Afrique* ». Le lendemain, un communiqué du ministère des Affaires étrangères réaffirme que la France ne mène aucune négociation : « *extrêmement préoccupée par les attaques aériennes et terrestres récentes* », elle attend au contraire des autorités soudanaises un vrai cessez-le-feu, l'implication dans un dialogue sans arrière-pensées, la normalisation des relations avec le Tchad, une pleine coopération avec la Minuad et le respect des décisions de la CPI. Les organisations humanitaires et la presse dénoncent l'ambiguïté des termes. Les USA sont plus catégoriques : Richard Holbrooke déclare au *Financial Times* que « *M. Béchir joue simplement avec le temps sans rien offrir, M. Milosevic a fait la même chose.* » Le 23 septembre, l'allocution de Nicolas Sarkozy à la tribune des NU fait scandale : « *Nous voulons le déploiement de la force internationale au Darfour pour arrêter le scandale des dizaines de milliers de morts dans cette région.*

Nous voulons la paix au Soudan, nous voulons la paix et l'intégrité pour le Tchad et nous voulons que des gens qui sont accusés de génocide ne restent pas ministres dans le gouvernement soudanais. » Si ces conditions sont remplies, « *alors la France n'est pas opposée à ce que soit utilisé l'article 16.* » Pour Richard Williamson en revanche, « *les USA, même seuls contre 191 nations, mettront leur veto à toute résolution* » préconisant l'application de ce même article. Le 24, le Conseil de Sécurité se dit « *très préoccupé devant les violations en cours des droits de l'homme et du droit international humanitaire au Darfour.* » Les signaux contradictoires émis par les Occidentaux ne sont pas faciles à comprendre. Faut-il craindre, comme Amnesty international, la FIDH ou VS, un recul irréparable de la justice internationale, ou y voir au contraire un partage des rôles, les uns se montrant conciliants envers le monde arabe et africain, les autres se posant en défenseurs intrinsèques du droit ? Minuad ; ST 18/09/08 ; 19/09/08 ; 23/09/08 ; 25/09/08 ; *www.diplomatie.gov.uy* et *La Croix* 19/09/08 ; *Le Monde* 20/09/08 ; *AFP* 23/09/08 ; *Le Figaro* 25/09/08 ; *Libération* 27/09/08.

Un procureur combatif – Les Darfouris clament que « *la communauté internationale a la double obligation, morale et légale, de demander des comptes à ceux qui ont commis des crimes motivés par la haine. Nous soutenons sans équivoque* » Luis Moreno-Ocampo. Il est le seul espoir de justice pour les milliers de victimes, de déplacés ou de réfugiés, ajoute Abd-el-Wahid Al-Nur, chef en exil du MLS. Le MJE et le Parti de la réforme et du renouveau (Umma bis) stigmatisent, quant à eux, les efforts déployés par l'UA et la LA pour interrompre la procédure. Les trois juges de la CPI ont commencé l'examen du dossier à la mi-septembre et demandé au Procureur un supplément d'informations. Interrogé sur les raisons qui l'ont amené à focaliser son accusation sur Béchir, il assure disposer d'éléments prouvant que celui-ci « *était au sommet de la chaîne de commandement et contrôlait tous les maillons de l'État du recrutement des janjawid engagés dans les attaques au corps judiciaire, des relations internationales aux médias.* [...] *Le cas est très clair : les villageois ont été bombardés et chassés de leurs maisons qui ont été données à d'autres. On les a parqués dans des camps sans leur fournir aucune aide et en empêchant l'arrivée des secours. Béchir [...] a lui-même reconnu publiquement qu'Haroun prenait ses instructions auprès de lui.* » S'il concède aux dirigeants « *la responsabilité de trouver des solutions* », Luis Moreno-Ocampo rappelle que lui agit « *dans le cadre d'un mandat donné par le Conseil de Sécurité en 2005* ». ST 09/09/08 ; 12/09/08 ; 19/09/08 ; 21/09/08 ; 22/09/08 ; 25/09/08 ; 26/09/08 ; 15/10/08.

La Minuad – Le rapport sur le déploiement de la Minuad, présenté le 18 août au Conseil de Sécurité par Ban Ki Moon, signale « *une recrudescence extrêmement inquiétante de la violence* » en juillet, caractérisée par une série d'attaques ayant fait plusieurs morts parmi les Casques bleus, des bombardements aériens de grande ampleur sur le Jebel Moon, près d'El Fasher et au nord-est de Nyala, la multiplication des actes de banditisme. Il souligne la persistance des problèmes logistiques, le manque d'hélicoptères de transport ou de combat et les retards pris dans l'aménagement des bases opérationnelles de la Minuad. Insistant sur sa vulnérabilité, il ajoute qu'elle ne saurait remplacer le processus politique mais qu'il est trop tôt pour préjuger des répercussions qu'auraient sur lui les initiatives du Procureur de la CPI. NU, Conseil de Sécurité, 18/08/08. En septembre, 2 hélicoptères de la Minuad ont essuyé des tirs au Nord-Darfour et un autre a été abattu le 29 près de Nyala. Le 23, l'UE a condamné le recours de l'armée soudanaise à des aéronefs blancs, « *en vue de créer volontairement des confusions* » avec celles des NU ; le GoS accuse les rebelles, qui pointent la responsabilité des services de sécurité. Un casque bleu dont la patrouille a été prise en embuscade par 50 hommes armés meurt de ses blessures. Près de 200 conseillers en matière de police rejoignent la Minuad pour aider à la formation des volontaires de la police communautaire dans les camps, enquêter sur les violences faites aux femmes et patrouiller pour rétablir la confiance chez les réfugiés. Les contingents népalais et thaïlandais arrivent en octobre mais la Minuad n'aura atteint que 65 % de ses effectifs à la fin de l'année, 85 % en mars 2009. Son commandant, le général Martin L. Agwai, ne voit « *aucune perspective de paix dans l'immédiat au Darfour car il y a beaucoup*

FOUR

FRU : Front de la Résistance unie ; MJE : Mouvement pour la justice et l'égalité ; MLPS : Mouvement de libération du peuple soudanais ;
MLS/AWN : Mouvement de libération du Soudan/Abdel Wahid al Nour ; MNLS : Mouvement national de libération du Soudan ;
MLS/U : Mouvement de libération du Soudan unifié ; CN : Congrès national ; CP : Congrès populaire ;
PC : Parti communiste ; PUD : Parti unioniste démocratique ;

trop d'intérêts en jeu ». Minuad ; www.diplomatie.gouv.fr 23/09/08 et 29/09/08 ; ST 15/09/08 ; 29/03/08 ; 30/09/08 ; 05/10/08.

La guerre – Début septembre, l'armée soudanaise et les janjawid, appuyés par des blindés, des hélicoptères de combat et des Antonov, attaquent le MLS/U et le FRU dans le Jebel Midoub (Nord-Darfour) et l'ALS/AWN dans le Jebel Marra (Ouest-Darfour), tuant sans distinction civils et combattants et provoquant la fuite de 40 000 personnes. L'armée parle d'un « *travail habituel de sécurisation des routes pour les livraisons d'aide humanitaire* » – aussitôt démentie par la publication des noms des soldats captifs. Coupable d'avoir failli à sa mission de protection, la Minuad confirme « *une activité militaire intense* ». Après deux jours de combats terrestres et aériens, l'armée prend le contrôle de Bir Maza et de Disa. Richard Williamson, envoyé spécial du Président des USA au Soudan, craint que cette opération ne soit dirigée contre Minni Minawi, signataire du DPA et premier assistant présidentiel, qui a quitté Khartoum il y a 3 mois pour protester contre la mauvaise application de l'accord de mai 2006. Béchir « *ne connaît que la violence pour faire régner la loi et l'ordre* » et cela doit cesser, dit-il au moment où les avions bombardent l'est du Jebel Marra pour que ses soldats et miliciens emportent aisément les positions du MLS/U et de l'ALS/MM. Une semaine plus tard, le combat fait rage autour de Tawila, où l'ALS/AWN et l'ALS/U détruisent 95 véhicules et en capturent 46 autres tout équipés. Le lendemain, à Helf et Malit, leurs combattants mettent en déroute les troupes gouvernementales. Des miliciens Maalia et Rizeigat incendient plusieurs villages à l'est de la capitale du Sud-Darfour (11 morts) puis tendent une embuscade près de Muhajeriya à des combattants de l'ALS (?) et du FRU, au cours de laquelle ils perdent 10 hommes. Près d'El Geneina, le MJE attaque un convoi transportant un préfet et un ministre de l'Ouest-Darfour, tuant 15 personnes. Minuad ; ST 06/09/08 ; 07/09/08 ; 08/09/08 b-2903 ; 12/09/08 ; 14/09/08 ; 17/09/08 ; 08/10/08 ; 12/10/08 ; Le Monde 20/09/08.

Les camps – Le 25 août, les FAS attaquaient Kalma, faisant 37 morts et 65 blessés, en majorité des femmes et des enfants. Justifiant l'opération par « *la recherche d'armes* », le gouverneur du Sud-Darfour a déploré l'arrivée « *un peu trop tardive de la police* », et affirmé que les coupables de « *violations* » seraient punis. La Minuad condamne « *l'usage excessif et disproportionné d'une force létale contre des civils* » et a décidé de déployer en permanence une section mixte de soldats et de policiers armés. L'UE et les USA exigent une enquête. Le ministre de la Justice du GoS charge une commission de faire toute la lumière sur ces événements, qu'il a justifiés en affirmant que « *les FAS s'étaient heurtées à des barricades érigées à l'entrée du camp et à des civils transformés en boucliers humains* ». Dix-huit membres du MLPS originaires du Darfour suspendent leur participation au gouvernement en signe de protestation avant de le réintégrer le 14 octobre sans que rien n'ait été réglé. Trois jeunes filles ont été enlevées sur le chemin reliant Kalma à leur ferme. Près d'El Geneina (Ouest-Darfour), la police a arrêté une femme engagée par une ONG médicale parce qu'elle avait le numéro de téléphone d'un parti d'opposition. Après avoir refusé de la relâcher, la Sécurité nationale a dit à son père, enseignant au camp d'El-Riyad, qu'elle s'était échappée. Il n'a aucune nouvelle d'elle. Le porte-parole des camps de Zam Zam et Abou Shouk dénie toute représentativité au nouvel organisateur nommé pour le Nord-Darfour. Les réfugiés, qui élisent ou désignent des cheiks pour organiser leur vie quotidienne, critiquent les ONG et les institutions internationales qui nomment des représentants appartenant à d'autres groupes ethniques. L'ALS et le MJE critiquent sévèrement la Minuad, qui dispose d'une base à El Fasher mais n'a réagi ni à l'attaque surprise de Zam Zam par les janjawid (5 morts et 12 blessés), ni à celle d'un groupe paramilitaire dont 63 officiers avaient suivi en mai une formation au regard de la loi et des droits de l'homme (2 morts, 3 blessés et 2 enlèvements). L'ALS/MM, qui contrôle Zam Zam, autorise la Minuad à patrouiller à l'intérieur du camp mais son chef menace d'arrêter un de ses chauffeurs s'il ne paie pas l'amende infligée pour un léger accident de la route ; pire encore, il donnera à ses hommes l'ordre d'attaquer les patrouilles de contrôle si l'incident n'est pas réglé. À 50 km de là, un groupe de janjawid fait une razzia dans un marché proche de la base Minuad de Tawila et trois janjawid ont volé un

troupeau de 40 chèvres après avoir blessé un résident du camp de Fatta Burno.

Béchir dément sur la chaîne britannique Channel 4 l'existence de viols à grande échelle au Darfour. « *Les femmes dans les camps sont sous l'influence des rebelles quand elles ne sont pas elles-mêmes des rebelles, c'est ce qui explique ce battage. Nous sommes convaincus qu'il n'y a pas de viols. S'il y en a, c'est à titre individuel et cela peut arriver dans n'importe quel pays. Les viols de masse n'existent pas. Des méthodes scientifiques peuvent révéler qui sont les pères des enfants qui sont nés.* – Alors, vous allez analyser l'ADN de tous les janjawid ? – Vous pouvez arrêter de les accuser et de prendre leur ADN. Tout cela n'est que mensonge. Ce n'est pas dans la culture des Darfour. » Minuad ; www.diplomatie.gouv.fr 29/08/08 ; ST 29/08/08 ; 31/08/08 ; 01/09/08 ; 02/09/08 ; 10/09/08 ; 12/09/08 ; 15/09/08 ; 23/09/08 ; 29/03/08 ; 05/10/08 ; 10/10/08.

L'action humanitaire – Le GoS prépare une refonte des lois régissant l'activité des organisations humanitaires : celles qui refuseront de signer l'agrément ou excéderont leur mandat seront expulsées. En août, en raison de l'insécurité, le partenaire allemand du PAM a suspendu la distribution de nourriture qu'il assurait auprès de 450 000 personnes du Nord-Darfour et le MLS/Minni Minawi a forcé les équipes MSF à se retirer de Tawila et Shangil Tobaya. En septembre, la police a tiré pour calmer une émeute lors d'une distribution alimentaire à Umm Shalaya (Darfour-Ouest), faisant 4 morts et 6 blessés. Un camion du PAM a été piraté et 3 véhicules de l'UNICEF ont été attaqués au Sud-Darfour. Au Nord-Darfour, à 20 km de Tawila, les janjawid ont incendié quatre villages proches de Khazan Tunjur. La clinique installée en 2005 a brûlé et les équipes médicales ont dû être évacuées à El Fasher. La coordinatrice des NU pour les affaires humanitaires se dit très préoccupée par la dégradation de la situation due à la recrudescence des combats, qui a provoqué à nouveau des milliers de déplacements et la représentante du PAM avertit que « *si les attaques [contre les convois alimentaires] continuent, [...] nous devons suspendre nos opérations dans certaines régions du Darfour.* » Minuad ; ST 29/08/08 ; 05/09/08 ; 07/09/08 ; 15/09/08.

La paix ? – L'appel de Rodolphe Adada pour une suspension des armes pendant le mois de Ramadan reste lettre morte. Alain Le Roy, nouveau sous-secrétaire général des NU en charge du maintien de la paix, s'inquiète de la détérioration des conditions de sécurité et de ses répercussions sur l'assistance humanitaire. Début septembre, Minni Minawi dément chercher un accord avec le CN et a une entrevue avec Khalil Ibrahim, chef du MJE. Quinze jours plus tard, et bien que l'armée l'ait attaqué près de Zam Zam, il accepte de rencontrer le vice-président Taha. Il s'entendent finalement. Ils travailleront ensemble à convaincre ceux qui n'ont pas signé l'accord de rejoindre la table des discussions. Le chef rebelle demande aussi l'inscription du DPA dans la Constitution provisoire et veut que son mouvement soit mieux représenté aux différents échelons de l'administration et des institutions nationales. Cette réconciliation exaspère le janjawid Musa Hilal. Le Qatar veut bien accueillir les négociations de paix. Malheureusement, il a envoyé à « *l'initiative* » des délégués qui furent proprement aveuglés par le CN. Ils semblent prêts à lui obéir, oubliant qu'un Etat-hôte se soit d'être impartial. Lors des conversations, il a été question du retour des déplacés. Personne ne voulait ou ne pouvait parler des problèmes surgis du fait des nouveaux arrivés arabes ou étrangers. Le MJE envoie au Qatar une délégation avant d'arrêter sa position. Les NU appellent le gouvernement et les rebelles à cesser les combats pour que les civils du Nord-Darfour puissent être secourus. La France demande aux autorités soudanaises un changement radical et immédiat de politique : elles doivent mettre fin des opérations poursuivies depuis plusieurs semaines, coopérer pleinement avec la CPI et prendre toutes les mesures nécessaires pour avancer vers un règlement de la crise au Darfour. ST 22/08/08 b-2748 ; 23/08/08 b-2755 et 2756 ; 31/08/08 b-2832 ; 01/09/08 b-2839 et 2841 ; 06/09/08 b-2882 ; 18/09/08 b-2987 ; 19/09/08 2997 ; 20/09/08 28676 ; 21/09/08 b-3009 ; 22/09/08 b-3023 ; 23/09/08 b-3029 ; 27/09/08 b-3069 ; 08/10/08 b-3145 ; 11/10/08 28892 ; 13/10/08 28922 ; 15/10/08 28945 ; www.diplomatie.gouv.fr 07/10/08.

Pétrole – Pas d'offres de vente du pétrole Nile blend en octobre ; en novembre, l'offre (600 000 barils) est réduite de moitié par rapport aux mois antérieurs (1 à 1,2 millions de barils). Les raisons précises sont inconnues, mais on sait que la production de Nile Blend dans le Greater Nile Project a diminué de 325 à 250 000 barils et qu'un actionnaire (India's Oil and Natural Gas Corp), s'est réservé la production en faisant supprimer les appels d'offre (ST 17 09).

Sanctions, armes – La banque centrale va suspendre les activités de la Western Union, société américaine de transferts d'argent soumise aux règles de sanctions de Washington (ST 14 09).

L'Iran fournirait des armes d'attaque au Soudan. Un drone d'attaque (avion sans pilote) iranien (Ababil-111) aurait été abattu par le Sudan Liberation Movement/Unity Command le 28 août. Le gouvernement reconnaît qu'un drone a été perdu accidentellement et qu'il s'agirait d'un drone pour pulvérisations agricoles, fabriqué au Soudan. Le Soudan serait le 3ème producteur d'armes en Afrique, après l'Égypte et l'Afrique du Sud. Il a signé des accords de transfert de technologies militaires avec l'Iran en janvier 2007 et mars 2008 (Africa confidential, 04 09).

Le gouvernement du Soudan accuse les rebelles du Darfour de se financer avec de la drogue. Trois tonnes de marijuana d'une valeur de 2 millions de dollars ont été saisies à Khartoum après une autre saisie dans la même semaine et une autre saisie à Omdurman. Ces produits semblent destinés au marché de Khartoum dont ils représenteraient 10 % (ST 23 08).

La fondation New America Foundation a publié un rapport sur les exportations chinoises d'armes au Soudan. En 10 ans, la Chine a fourni pour 150 millions de dollars d'armes, principalement des armes légères (fusils d'assaut) dont beaucoup servent aux Janjawid au Darfour (AP 05 08).

Economie – Selon le ministre des finances et de l'économie nationale, **la crise financière mondiale aura peu ou pas d'effet direct sur le Soudan** : le pays a peu de relations avec le système financier international, et il n'utilise pas les instruments financiers sophistiqués. Mais le pays pourra subir des effets indirects, avec la baisse du prix du pétrole (ST 05 10). Le président Omar **Al-Bashir fait des cadeaux inconsidérés aux joueurs de football de l'équipe d'Égypte** qui ont gagné la coupe d'Afrique en 2008. Il s'agirait entre autres de 35 voitures fabriquées au Soudan et 15 à 25 000 dollars en liquide. Les Soudanais critiquent abondamment ceci sur internet (ST 23 08).

Nord-Soudan – Prêt accordé par Abu Dhabi pour soutenir la balance des paiements Le Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement (ADFD) a accordé au Soudan un prêt de 100 millions de dollars pour soutenir la balance des paiements. (Remarque de Neckar : *Cela reflète des problèmes financiers malgré la croissance de la production pétrolière et du cours du pétrole. Le prêt montre que le pays dépense l'argent du pétrole avant qu'il ne soit encaissé. Ceci est très dangereux si les futurs revenus du pétrole sont plus faibles que prévus. Cette politique a été analysée par les économistes comme « Dutch disease ».*) (ST 05 09).

Une **banque de micro-crédit, la Bank of family, a été créée à Khartoum** pour prêter de très faibles montants aux chômeurs, et autres pauvres non bancables. Dotée d'un capital de 32 millions de dollars, la banque espère un capital de 500 millions avant 5 ans (ST 24 08).

Deux cadres de la **Gum Arabic company ont été suspendus pour corruption**. Décision prise à l'unanimité à la suite de la découverte d'un passif de 63 millions de dollars, soit 3 fois le capital, ce qui menace l'existence de la société. Cette entreprise a le monopole de l'exportation de la gomme arabique brute à

l'exportation (ST 03 09). Deux licences **d'exploration de gisements d'or** ont été attribuées à une société marocaine Manajim. Elles portent sur le block 15 à Wadi-Giigiya (Etat de la mer Rouge) et le block 24 dans la région de Al-Sharif (Etat River Nile). Des licences d'exploration ont été déjà accordées à des entreprises chinoises, françaises, britanniques et Sud-Africaines (ST 14 09). Un investisseur d'Abu Dhabi (Bin Omeir Holding Group) va construire une **raffinerie de sucre** dans la province du Nil Blanc. Cet investissement de 300 millions de dollars permettra de produire 100 000 tonnes de sucre et 20 millions de litres d'éthanol par an (ST 11 09). Le ministère de l'Agriculture a lancé un programme de « **revitalisation de l'agriculture** » 2008- 2011 auquel l'Etat va consacrer 5 milliards de US dollars dont 1,5 milliard en 2008. Pour cette année, ce programme porte principalement sur l'irrigation (ST 04 10).

Réduction temporaire des droits de stockage à Port Soudan

– Pendant deux semaines les droits de stockage ont été réduits de 10 % à l'entrée et 50 % pour le stockage, afin de « faciliter le commerce et arrêter les hausses de prix pour les citoyens soudanais ». Le Ministre des finances a aussi promis de moderniser Port-Soudan et d'y développer les mécanismes de travail (ST 23 08). (Remarque de Neckar : *La réduction des droits de stockage paraît totalement incapable de réduire l'inflation, ce coût étant peu de chose dans le prix des biens importés, et ce n'était que pour 2 semaines ! De qui se moque-t-on ?*).

Sud-Soudan – Finances Le Sud Soudan a réduit son budget supplémentaire voté en août de 2,5 milliards à 1 milliard de SDG, suite à la chute du prix du baril. Le budget avait été rallongé pour 31 institutions du Sud qui avaient déjà épuisé leur budget 2008 en juin. Le GOSS dépend exclusivement des 50% des revenus pétroliers que lui verse Khartoum en vertu des dispositions du CPA. Le baril est passé de 130 \$ en août à 90 \$ en septembre (*et environ 75 \$ en octobre, Neckar*). Le GOSS vient de voter une résolution réduisant le budget supplémentaire de 5.473 milliards à 2.045 milliards SDG (plus de 2.5 milliards à 1 milliard de \$).

Bien que le GOSS ait reçu quelque 45 millions de SDG* (25 millions \$ par mois) en revenus pétroliers depuis la signature de la feuille de route d'Abeyi, cette manne n'a pas suffi à combler la chute des prix du pétrole. Le GONU doit encore au GOSS 228 millions de SDG (plus de 100 millions de \$) d'arriérés pétroliers pour les mois de janvier à juillet 2008 (ST, 27/09/08).

* SDG = monnaie soudanaise.

Le GOSS a finalement approuvé un **projet de loi anti-corruption** qui définit le statut et les pouvoirs des cadres de la commission anti-corruption. Ce projet de loi doit encore être approuvé par le Parlement. Une fois la loi publiée, les milliers de cas pendants de corruption présumée pourront être traités (ST 14 10). (*Lire Sud-Soudan et Abeyi*)

Le forum des gouverneurs à Juba a décidé que davantage de fonds seraient transférés directement aux Etats pour favoriser les **projets de développement local** (ST 12 10).

Un système de **transfert d'argent par téléphone cellulaire** va être introduit au Sud Soudan d'ici la fin de l'année par une banque kenyane (Kenyan Equity Bank), un des leaders mondiaux de ce système (ST 01 10). **La télévision du Sud-Soudan va être diffusée par satellite par la société égyptienne Nilesat** (ST 13 10).

Le gouvernement du Sud-Soudan s'est résolu à **réduire le budget supplémentaire** décidé en Août de 5,5 milliards de SDG à 2 milliards (plus de 2,3 milliards \$ à 1 milliard). Ceci est dû à la baisse du prix mondial du pétrole et à la baisse des revenus pétroliers. Les prix sont tombés de 130 \$ par baril en août à 90 \$ en septembre (*et environ 75 \$ en octobre – remarque de Neckar*).

Neckar, Docteur en Economie

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : vigilsd@wanadoo.fr

Dépôt légal : Novembre 2008 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

Presse – Le 16 09, les officiers de sécurité ont interdit aux journalistes de publier un rapport de la CPI, jamais vu auparavant, qui incluait le rôle du vice-président, Ali Osman, au Darfour et demandait son mandat d'amener. Le curieux est que le ministre des Affaires Etrangères ne semblait pas en avoir entendu parler (ST 17 09).

Le Soudan débarque en force au Conseil des droits de l'homme des NU – Selon la *Tribune des droits humains* à Genève, 36 ONG soudanaises sont venues appuyer leur gouvernement en s'activant dans les coulisses. But : se débarrasser du rapporteur, Sima Sammar, dans leur pays. Et discréditer au passage la CPI qui pourrait inculper leur Président. Elles seraient soutenues par le groupe africain. Human Rights Watch met en doute leur caractère **non** gouvernemental. Du jamais vu. Cible de ces organisations, les violations des Droits de l'Homme des forces NU, des ONG étrangères et manque de mobilisation des internationaux pour venir en aide aux populations civiles. Les ONG soudanaises ont souligné que la présence du rapporteur était inutile puisqu'il y a un responsable des droits de l'homme au Darfour. C'est Haroun, devenu ministre d'Etat des affaires humanitaires, depuis qu'il est accusé par la CPI. **Le rapport de Sima Sammar** signale quelques avancées mais dresse un longue liste d'abus, les bombardements de civils, 21 dans les trois premières semaines de juillet, menées par le gouvernement soudanais avec des Antonov et des jet Mig, la violence sexuelle continue, une vague d'arrestations et de disparitions arbitraires, l'impunité des responsables de violences et les lacunes béantes du système judiciaire. Les violations des droits civils et politiques dans diverses régions du pays pour les élections de 2009. Les hurlements de Khartoum contre Ms Sammar ont amené sa nomination pour 6 mois au lieu d'un an, « ce qui ne préjuge pas du mandat du rapporteur à l'issue de l'échéance » dont le texte du Conseil reprend les allégations (Tribune des droits humains 17 09, ST 10 09, AFP 24 09).

Union Européenne – L'UE et l'organisation de la presse africaine, sans parler de la CPI, appellent l'ensemble des parties à se conformer à leurs engagements de cessez-le feu, à respecter le droit international humanitaire, les conventions des droits de l'homme et les décisions du Conseil de Sécurité, et Khartoum à ne plus bombarder (23 09).

Comme rapporté le 18 09 par *The Guardian*, un audit sur l'influence européenne aux NU fut demandé par le Conseil de l'Europe, relations étrangères (*A global Force in human rights? An audit of European Power at the UN, by Richard Gowan & Franceska Brantner*). Ce rapport note que l'ouest est régulièrement circonvenu dans le poker diplomatique global par les Chinois et les Russes. Son manque avec les Etats-Unis sur les droits de l'homme à la période Bush avec l'affaire de Guantanamo, a affaibli les deux pouvoirs. En utilisant les statistiques, le groupe de réflexion a trouvé que la politique européenne avait un soutien de 72 % il y a 10 ans pour 48 % l'an dernier. Les votes à l'Assemblée générale des NU montrent que l'opposition à l'UE augmente, poussée par une résistance commune aux efforts européens pour promouvoir les droits de l'homme. Les bénéficiaires furent la Chine et la Russie, qui défendent la non intervention dans les Etats étrangers, quels que soient les atrocités dont ces gouvernements sont blâmés. Pendant la dernière décennie, le soutien à leur point de vue a augmenté de 50% à 74 % à cette assemblée. La Serbie va utiliser la session pour demander un vote sur le Kosovo, dont seuls, 46 des 192 Etats ont reconnu l'indépendance.

Les échecs au NU se combinent avec ceux du Conseil des Droits de l'homme des NU. En mars, le bloc islamique a modifié le mandat du rapporteur sur la liberté d'expression, à la suite de la crise des dessins danois, le chargeant d'enregistrer les blasphèmes. Le Conseil, censé être un agent de liberté, devint un agent de répression.

Ce mauvais record européen pour gagner les esprits du monde, indique que son énorme investissement financier, en en faisant le plus grand donneur d'aide, ne se traduit pas

en gains politiques.

Le maire de Khartoum, Mubarak al Koda, fut renvoyé par le gouverneur, sans donner de raisons. Selon l'ex-maire, la dispute était centrée sur un contrat pour louer des places de parking près de la gare. **Il l'avait donné au plus haut offrant, mais le gouverneur, connu pour faire fortune, le donna à un autre.** Le second vice-président doit régler le problème.

Au barrage de la 4ème cataracte, le 30.09, l'accès à la région étant interdit depuis le mois de juillet, les habitants disent que les portes du barrage furent fermées, amenant l'inondation et mettant en danger l'île de Sherri, la seconde plus grande île sur le Nil, où habitait un millier de familles qui avaient refusé de s'en aller dans le désert. Les villageois ont travaillé jour et nuit pour protéger deux écoles primaires, deux écoles secondaires, l'hôpital et le Conseil local. Le gouvernement dit qu'il n'a pas ouvert les portes et que l'inondation est due aux pluies. Qu'elles aient inondé l'île n'est pas clair. La communauté a demandé en juillet de l'aide internationale et plus de pression sur le gouvernement. En février et en mars Sima Sammar, le rapporteur spécial des Droits de l'homme n'eut pas la permission de s'y rendre.

Le Centre d'aide et de documentation pour le Darfour, basé à Genève, estime à 500 le nombre de combattants et de civils sommairement exécutés dans les jours qui ont suivi la bataille d'Omdurman. Il évalue à 4 000 le nombre de personnes arrêtées et détenus arbitrairement. Béchir n'a pas signé l'arrêt de mort des autres Darfouris condamnés par des cours spéciales Il effraie ainsi la communauté internationale pour éviter la CPI.

Le procès pour l'assassinat de John Granville est reparti sur de nouvelles bases. En sont accusés des gens d'**Al Qaïda**. L'ambassade des USA a demandé à ses ressortissants de ne pas se rendre dans un café de Khartoum, chic, mais fort dangereux.

Les Etats-Unis ont relâché Mustafa Ibrahim Mustafa el Hassan, emprisonné pendant des années à Guantanamo alors qu'il **n'avait rien fait**.

Un groupe de touristes européens, 5 Allemands, 5 Italiens, un Roumain et leur escorte de 8 Egyptiens, furent saisi le 18 septembre par des **kidnappers** alors qu'ils faisaient un safari dans le désert au sud-ouest de l'Egypte. Ces personnes auraient été emmenés en Libye puis au Soudan où l'armée soudanaise aurait tué le chef kidnapper Bakheit Arkiny ce qui amena leur libération. Bakheit Arkiny serait un membre dissident du ALS/Unité qui faisait du banditisme sur la frontière Egypto-soudanaise.

Le 9 octobre, un **astéroïde** a brûlé dans l'atmosphère du Soudan. Un pilote KLM vit sa trace fulgurante. Son explosion équivaut à près de 2 kilotonnes de TNT. Elle eut lieu près de la frontière du Darfour. Il n'y eut pas de photos.

FRONT EST : Bagarres entre membres

La bataille de pouvoir entre les diverses factions du Front Est a poussé le parti au pouvoir à former un comité pour une médiation. Amna Dirar, conseiller présidentiel et membre important de ce front, avait suspendu en août dernier son président, l'assistant présidentiel Moussa Mohammed Ahmed, en l'accusant d'essayer de concentrer le pouvoir dans le Congrès Béja en oubliant les Béni Amr et les Rashaïda. Les groupes du Front Est se font une guerre tribale, le Congrès national a donc une grande latitude pour les manipuler (ST 21 09).

SUD-SOUDAN, Abyei

ALPS : Armée du Sud-Soudan ; ARS : Armée de Résistance du Seigneur ; GoSS : Gouvernement du Sud-Soudan ;

L'Accord de paix du Sud (CPA)

En vertu du CPA et de la Constitution nationale provisoire, les gouvernements du Nord et Sud doivent définir un cadre légal dans les domaines de la double compétence et se mettre d'accord sur les modalités d'application des attributions fédérales. Le comité pour les affaires juridiques s'est réuni à Juba sous la présidence de Machar (MPLS) et d'Awad al-Jaz, ministre de l'économie et des finances du gouvernement central. Ils ont signé un accord sur des questions fédérales : impôts, taxes douanières, passeports, l'autorité générale pour les standards et la métrologie, l'autorité nationale sur les communications, la banque agricole et l'agence de presse officielle soudanaise (SUNA), la radio et la télévision nationales. Cependant, des domaines majeurs comme la suspension de lois sur la sécurité et les médias incompatibles avec le CPA, la politique de la Banque centrale du Soudan, le pétrole, l'aviation civile, le transport fluvial, le fonds pour l'aide sociale, l'assurance maladie et les fonds de pension n'ont pas été abordés en raison de divergences à résoudre lors d'une prochaine rencontre à Khartoum, (ST, 21/09/08).

Une délégation de l'UE conduite par Torben Brylle, représentant spécial pour le Soudan, s'est rendue à Juba pour s'informer des difficultés de l'application du CPA. Torben Bruylle a examiné avec Salva Kiir et Riek Machar l'application de projets socio-économiques, la crise du Darfour, les élections, le recensement et la situation d'Abyei. Machar a informé l'envoyé de l'UE que de nombreuses difficultés étaient résolues mais qu'il reste des problèmes majeurs tels que la sécurité, l'économie, la question de la frontière, le processus de réconciliation nationale, etc... Selon lui, en vertu du CPA, la Banque centrale doit pratiquer au Sud une économie qui prenne en compte les différences culturelles entre système islamique et système classique (en février 2008, la Faysal Islamic bank, l'Omdurman National Bank et l'Agricultural Bank of Sudan, qui avaient refusé de pratiquer le système bancaire classique, ont été priées de quitter la région avant la fin du mois : elles seraient réparties avec des avoirs se montant à 45 millions de dollars (ST 07 02 08)).

L'Assemblée nationale doit nommer en octobre le président de la commission électorale, qui sera confirmé par Béchir. Le travail sera énorme, probablement retardé par la mise en place d'un réseau complexe de centres électoraux à travers le pays auquel s'ajoutera un programme d'éducation des électeurs du Sud qui devront s'acquitter d'une douzaine de votes. Les dates des élections restent à définir entre le MLPS et le CN (ST, 25/09/08).

Corruption et salaires

Le Conseil des ministres du Sud a décidé d'uniformiser les salaires du secteur public. On apprend que le gouverneur de Jonglei s'octroyait un salaire mensuel de 17.650 Livres soudanaises (SDG) soit 8 800 \$!! alors que le gouverneur de l'Equatoria occidental ne s'attribuait que 9 150 SDG (4550 \$). La grille des salaires adoptée pour les gouverneurs des 10 Etats – le cumul des indemnités et allocations avec une base mensuelle de 1200 SDG (600 \$) s'élève à 10 950 SDG (5 475 \$) - équivaut à une réduction allant de 20 à 35%. Le ministre du Travail et des Services publics a déclaré devant l'Assemblée législative que les salaires des hauts fonctionnaires du ministère des Affaires juridiques sont six fois supérieurs à ceux de leurs collègues des autres ministères. Le ministre incriminé a répondu que dans son administration les salaires correspondaient au budget. Le comité des services publics de l'Assemblée doit soumettre à nouveau le cas au Parlement avant la fin octobre pour débats et décisions. Les salaires des parlementaires et du corps judiciaire vont être également soumis à une grille. Les ministères des Finances et des Services publics ont récupéré l'an passé des centaines de millions de dollars sur les salaires versés à des fonctionnaires fantômes ou à des individus qui s'attribuaient jusqu'à deux à trois salaires mensuels. Le budget global annuel du GOSS, égal à 1 4 milliard de dollars, repose essentiellement sur les revenus pétroliers. Il est à craindre que ces sommes n'aient été dilapidées par de colossales malversations depuis 2005 alors que la population manque cruellement d'infrastructures de base pour sa survie (eau,

santé, éducation). Salva Kiir a déclaré la guerre contre la corruption en 2006 sans résultat apparent, puisque les détournements, fraudes et malversations se poursuivent en toute impunité (ST, 11/09/08). L'assemblée provisoire de Torit est suspendue après un soulèvement contre sa présidente Sabina Darius pour détournement de fonds publics. (ST, 23/09/08). Le gouvernement du Sud Soudan a enfin approuvé un projet de loi anti-corruption qui définit le statut et les pouvoirs des cadres de la Commission anti-corruption et accorde une protection renforcée à sa présidente. Une fois la loi votée par le Parlement et publiée, les milliers de cas pendents de corruption présumée pourront être traités : 1400 affaires ont été dénoncées en 2008 (ST 1410). Le gouvernement a aussi adopté le projet de loi sur les Droits de l'homme présenté par le juge Michael Makuei Lueth, ministre des Affaires légales et du Développement constitutionnel. Le président de la commission des Droits de l'homme du Sud Soudan a été promu au rang de ministre.

Investissements

La Chine a ouvert un consulat à Juba et s'appête à investir massivement dans divers secteurs: industrie textile, ciment, parc immobilier privé, routes, culture de la canne à sucre et du riz, produits laitiers, projets hydroélectriques, écoles, hôpitaux, purification de l'eau, etc... COVEC, la quatrième plus grosse société chinoise, a été engagée par le GOSS pour rénover Juba (ST, 23/09/08).

Santé

Une étude menée en 2006 et publiée aujourd'hui dans la revue *Neglected Tropical Diseases*, révèle que 98% des familles dans le comté d'Ayod (Etat de Jonglei), sont touchées par le trachome actif, une maladie qui provoque la cécité. Cette maladie curable mais contagieuse se répand plus facilement dans les régions où pullulent les mouches et où les systèmes d'évacuation des eaux usées font défaut. 5080 malades doivent être opérés et 70000 personnes se voir distribuer des antibiotiques à titre préventif. Il faut aussi améliorer l'alimentation en eau pour 8580 familles et construire près de 10 000 latrines. D'autres études menées dans le Sud confirment que le trachome est une maladie répandue. La plupart des patients touchés dans le comté d'Ayod sont des Nuer. L'onchocerciasis ou maladie du fleuve, une autre maladie affectant la vue et causée par des vers, menace 4,1 millions de personnes dans le Sud, selon un rapport paru en février (ST, 05/10/08). 2000 familles ont été touchées par les inondations dans le nord du Bahr al Gahzal après les pluies. La ville d'Aweil est dévastée et de nombreux cas de choléra se sont déclarés.

Sécurité

Le désarmement des civils dans le Sud, qui doit se dérouler entre juin et décembre 2008, a provoqué des violences à Rumbek, la mort de sept personnes et des pillages évalués à des milliers de Livres soudanaises. Les soldats chargés de cette mission sont accusés d'exactions et de pillages (vols de véhicules, de fortes sommes d'argent, de portables, viols à Yirol, Pacong et Akot, détournement de véhicules transportant l'aide envoyée de Khartoum et d'Afrique de l'Est vers l'Etat des Lacs). L'Assemblée législative s'est émue de ces exactions, a suspendu le processus de désarmement à Rumbek et demandé des explications au gouverneur Daniel Awet Akot. Il a accusé l'ALPS mais reconnu qu'elle avait récupéré 4 000 armes. Salva Kiir est soupçonné d'avoir suscité une stratégie de la violence pour récupérer les armes chez les civils (ST, 11/09/08). Une mine anti-chars a causé la mort d'une personne et en a blessé plusieurs autres près de l'école secondaire de Lokaz, en Equatoria central, dans le cadre d'un atelier de conduite organisé par une ONG locale, *Needs Services Education Agency*. La région est infestée de mines et dans certains secteurs, ces vestiges de la guerre freinent le retour des réfugiés, la mise en culture des terres et la construction d'infrastructures telles que routes, écoles et ponts. Le nombre de victimes de mines anti-personnel dans le Sud reste inconnu.

SUD-SOUDAN, Abyei

MLPS : Parti au Pouvoir au Sud-Soudan ; RDC ; République Démocratique du Congo SDG : monnaie soudanaise.

L'interception du navire MV Faina par des pirates somaliens, le 215 septembre, ouvre un nouveau chapitre sur la sécurité. Composé d'armements lourds et d'une centaine de tanks, le chargement en provenance d'Ukraine semble avoir été destiné au Sud Soudan. Les papiers du bateau mentionnaient le GoSS comme destinataire, ce qu'a confirmé l'Ukraine. Le 8 octobre, le ministre kenyan des Affaires Etrangères, M.Wetangula, a toutefois affirmé que la cargaison était destinée à ses services de General Ordnance Supply and Security (GoSS) mais il n'a pas fourni de « end user certificate ». Cela laisse craindre une course aux armements entre le Nord et le Sud Soudan en violation pure et simple du CPA. Le Sud anticiperait-il, dans la perspective du référendum de 2011, le refus par le Nord de son éventuelle sécession ? Des experts estiment que des armes lui ont déjà été livrées, notamment plus de 100 tanks russes T-72 et T-55. Le rôle du Kenya, qui a favorisé la signature du CPA, est pour le moins ambigu (BBCNews, 07/10/08). Andrew Mwangara, responsable du programme d'assistance de l'Afrique de l'Est aux marins, a annoncé qu'il s'agissait en réalité de la quatrième livraison d'armes en provenance d'Ukraine : une a eu lieu en octobre 2007 et deux en février 2008 (ST, 29/09/08).

Les clauses du CPA interdisent le réarmement des deux parties sans l'accord du conseil de défense mais personne ne les respecte. Des sources proches du MLPS indiquent que le Sud se prépare à l'éventualité d'une reprise des combats selon trois scénarios possibles. Si Salva Kiir était élu Président avec l'appui de certains partis du Nord, le CN pourrait tenter d'imposer Béchir et des combats pourraient relancer la guerre. Si les Sudistes votent pour la sécession en 2011, les Nordistes pourraient reprendre les armes pour les en empêcher. Enfin, même s'ils y consentaient, la guerre pourrait reprendre si l'une ou l'autre partie tentait d'annexer les territoires qui jouxtent la frontière, notamment Abyei. Pour l'instant, aucun conflit n'est en vue. Les deux parties tentent de calmer les tensions et d'instaurer une administration efficace à Abyei. Elles ont adopté une position commune après l'attaque d'Omdurman et sur les poursuites de la CPI. Le Nord nie l'existence d'une course aux armements, arguant de son incontestable supériorité : le général Muhammad Bashir Suleiman, ancien porte-parole de l'armée soudanaise, a déclaré qu'il avait les moyens techniques de fabriquer son propre armement et les fonds nécessaires pour l'améliorer. Le Sud s'équiperait pour faire face à des conflits internes (Asharg Alawsat, English version, 14/10/2008).

Education

Le ministre de l'éducation du GOSS et les responsables de l'éducation des Etats du Sud sont allés en Egypte et dans les pays du Golfe chercher des financements pour construire un système éducatif solide et un enseignement technique de qualité, former les maîtres et imprimer les ouvrages scolaires. Le ministre Dharuai a promis de revaloriser le métier d'enseignant et d'augmenter les salaires de 30%. Le ministre de l'enseignement supérieur égyptien s'est engagé à accorder aux universités égyptiennes 100 bourses destinées aux Sud-Soudanais, à augmenter leur nombre en Masters et PhD, à former les universitaires, accélérer l'installation à Juba d'une antenne de l'université d'Alexandrie, envoyer des professeurs égyptiens dans les universités du Sud Soudan et aider à l'installation d'une école normale au Sud Soudan. Les meilleurs résultats aux examens des écoles secondaires ont été obtenus dans l'Etat de l'Unité qui se classe au 6^e rang des 26 Etats du pays. Le gouverneur Gai a annoncé ce succès au Forum des gouverneurs précisant que 150 000 enfants étaient scolarisés dans l'Unité qui, depuis trois ans, a recruté des centaines de professeurs kenyans. Le gouverneur de l'Equatoria Central souhaite recruter des professeurs de sciences ougandais (ST, 04/10/08).

L'Armée de Résistance du Seigneur

En dépit de promesses réitérées sur la signature d'un accord de paix définitif entre l'ARS et l'Ouganda, Kony ne sort toujours pas du bois. L'ARS sème la terreur dans le nord-est du Congo (RDC), en pillant, massacrant et enlevant femmes et enfants selon le HCR.

Le 17 septembre, elle a attaqué plusieurs villages près du parc national Garamba, le long de la frontière entre RDC et Soudan. L'UNICEF a demandé la libération des 90 enfants enlevés à Duru entre les 17 et 24 septembre. 17 000 personnes se seraient réfugiées au Sud Soudan autour de Yambio et 700 autres ont fui vers Yei au Soudan, accusant la MONUC (mission de l'ONU en RDC) de non-intervention. On ne connaît pas le nombre de civils tués au cours de ces raids. L'ARS aurait aussi attaqué un observatoire militaire de la MONUC, brûlant les véhicules et détruisant les bureaux. Pour l'instant, aucune intervention armée conjointe Ouganda-Sud Soudan n'est à l'ordre du jour, les ONG arguant que la solution militaire ferait courir un grand risque aux populations civiles (IRIN, 29/09/08). Salva Kiir n'a pas caché son impatience à voir ce conflit enfin réglé. Lors de l'ouverture de la deuxième session de l'Assemblée législative du Sud Soudan, il a annoncé qu'il avait demandé au médiateur de l'ONU, Joaquin Chissano, et au principal médiateur Riek Machar de lui « communiquer une date pour mettre un terme aux négociations de paix interminables ». Joseph Kony ne s'est pas rendu aux deux rencontres organisées par Riek Machar depuis le rendez-vous manqué du 10 avril dernier pour signer l'accord de paix. Prétextant que les mandats d'arrêt de la CPI sont un obstacle à la paix en Ouganda, il exige leur retrait. Il est poursuivi avec ses commandants pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité pour pillages, massacres, tortures, viols et enlèvements de plus de 20 000 enfants. Le 16 septembre, le négociateur de la délégation de l'ARS, David Matsanga, avait laissé entendre que Kony signerait la paix mais que l'ARS ne désarmerait pas tant que le gouvernement ougandais n'obtiendrait pas la levée des poursuites de la CPI auprès du Conseil de sécurité de l'ONU (ST, 10/10/08).

Abyei

Béchir a intronisé le sudiste Arop Manyak Monytoch, administrateur principal provisoire d'Abyei issu du MLPS, et son adjoint Rahama Abdel Rahman, membre du CN, tous deux originaires d'Abyei. Il leur a demandé de travailler ensemble pour concrétiser les ambitions du Sud et répondre aux aspirations des peuples de la région. Monytoch a souligné que ses priorités seraient la sécurité, la stabilité, les besoins des populations, la reconstruction et la réinstallation des déplacés. Ceci ne se fera pas sans les efforts conjugués de deux partis. Rahama l'a assuré de son soutien. Les tensions sur la démarcation de la frontière bloquent le protocole propre à la région depuis trois ans. Mais le Nord et le Sud se sont mis d'accord le 8 juin sur une feuille de route pour appliquer le protocole. Le différend sur les conclusions rendues par la commission sur la frontière d'Abyei doit être réglé par le tribunal international d'arbitrage de la Haye dont les conclusions seront adoptées par les deux parties (ST, 01/09/08).

Le 9 septembre, Monytoch a visité la base de l'UNMIS à Abyei et il a informé les soldats de l'ONU qu'il comptait rapidement nommer son équipe technique et s'y installer. La feuille de route limite les déplacements de l'UNMIS et les déplacés qui rentrent dans la ville sont furieux de constater l'absence d'une administration efficace et d'une instance de recours pour réparer les dégâts infligés à leurs biens en mai. Ces retards handicapent la réconciliation entre Dinkas et Misseriyas. 5 000 déplacés étaient rentrés mi-septembre, soit près d'un dixième des 50 000 personnes ayant fui, et le marché fonctionne à nouveau. Le retour devrait s'accélérer une fois détruites les munitions non explosées. Le déploiement de l'ALPS et des FAS s'est opéré selon la feuille de route. Il reste des points de contrôle à Difra nord et sud, sous la direction des FAS. La police militaire de l'ALPS demeure à Agok mais doit en partir. La nouvelle base des Forces jointes (UJI) se trouve à 1,5 km du centre d'Abyei. Une compagnie des UJI a été déployée à Todache, une à Manyang, deux autres s'installeront à Difra et Agok quand les conditions logistiques seront réunies (CPA Monitor, 09/08).

Al Béchir a nommé les présidents des cinq départements de la région d'Abyei. Il a demandé au responsable en chef de l'administration d'Abyei et à son adjoint de faire connaître leurs vœux à propos des sept membres du Conseil exécutif et des vingt membres du Conseil pour la zone d'Abyei (ST 09/10/08).

Elias

AFFAIRES ETRANGERES

Le Président soudanais n'est pas allé à New-York le 23 septembre, à cause de la CPI, et s'est fait remplacer par Ali Osman Taha. La Chine s'efforce de presser la paix au Darfour pour aider le Soudan, elle ne s'oppose pas à la décision de la CPI et refuse de s'engager à voter l'article 16 (ST 29, 31 08).

Le Soudan a été élu à la présidence du groupe des 77. La principale organisation des Etats en voie de développement aux NU comprend la plupart des Etats africains et du Sud, dont la Chine ! Son but est suivre le « Millenium Development », etc. (**Grotesque** dit Eric Reeves, le Soudan ne se préoccupe même pas de ces problèmes pour ses concitoyens !). La candidature du Soudan s'intégrait évidemment dans l'offensive diplomatique tous azimuts contre la menace représentée par la CPI.

Béchrir n'est resté qu'un jour au Ghana. Bien qu'il ait signé l'accord de Rome instituant la CPI, ce pays s'était engagé à ne rien entreprendre contre lui. Malgré les démarches de l'UE auprès des 48 pays africains, les 79 Etats qui participaient au 6ème sommet du groupe Afrique, Caraïbes, Asie (CPA) ont manifesté leur solidarité avec le Soudan dans une résolution (ST 1, 3, 4 10).

Luis Moreno-Ocampo enquête sur les exactions commises par certains chefs rebelles.

En résumé, dans leurs rapports avec le Soudan, peu de changements au Tchad ; la Chine, à la fureur soudanaise, s'est désengagée ; la Ligue Arabe est théoriquement pour, mais émet des opinions fort raisonnables ; l'UA est largement favorable, mais n'a que peu de succès.

La politique américaine doit prendre des décisions-clés

Daniel van Oudenaren, Sudan Tribune, 28 09, Résumé
Les Etats-Unis se posent des questions sur le Soudan. La Minuad ? ils souhaitent la renforcer. La paix au Darfour ? Ils reconnaissent s'être trompés en 2006. Les élections ? Ils sont de plus en plus sceptiques sur leur tenue en 2009. Le CPA ? Il ne règle pas le problème des Monts Nouba ni du Nil Bleu qui se sont battus contre Khartoum pendant 22 ans. Certains spécialistes militent pour un changement de politique auquel se refusent les services chargés de la lutte anti-terroriste. Mais l'idée de Prendergast, selon laquelle la division des groupes rebelles résulte d'un leadership défaillant, est de plus en plus battue en brèche. Zoellick, ancien secrétaire d'Etat adjoint devenu président de la Banque mondiale, a qualifié la guerre du Darfour de « guerre tribale ». Les Etats-Unis, opposés à la CPI pour des raisons idéologiques, ont soutenu la procédure. *Depuis, ils ont dit qu'ils mettraient leur veto contre l'application de l'article 16.* Selon Colucci, directeur de la Justice d'Amnesty International, « il est difficile d'attaquer une entité qui fait véritablement quelque chose dont les gens pensent qu'elle a de la valeur. »

Les deux candidats à la vice-présidence des Etats-Unis sont d'accord pour imposer aux Soudanais une zone de non-vol au-dessus du Darfour décidée par le Conseil de Sécurité, en envoyant des avions américains survoler la région (ST van Oudenaren 3 10), décision inutile selon Khartoum. Mais où atterrir ? S'ils le faisaient au Tchad cela n'arrangerait pas les relations tchado-soudanaises.

POLITIQUE INTERIEURE

Réactions soudanaises à l'arrestation de Béchrir – Sept semaines après la mise en cause de Béchrir par la CPI, Ibrahim al Sheikh, chef du petit parti du Congrès Soudanais, fut un des premiers à parler. Il y a, dit-il, ample évidence que Béchrir est engagé dans les crimes darfouris. « Il est clair pour tout le monde que notre système judiciaire ne veut pas ou ne peut pas juger ceux qui ont commis des crimes ... le manque de pouvoir des juges vient de leur manque d'indépendance. » Al Sheikh demande à Béchrir de démissionner. « S'il croit être innocent, le procès est la seule manière de mettre fin à la crise du pays ». Dans les derniers jours qui ont précédé l'annonce du procureur, le CN voulut montrer au monde que tout le pays était derrière son chef et organisa des manifestations pour impressionner les commentateurs étrangers qui ignorent qu'il est obligatoire d'y participer. La presse reçut des instructions : « Les journaux seront sujets à la suspension et à la confiscation de leur propriété pour tout article semblant soutenir la CPI ou son procureur ».

Bien que cette pratique soit anti-constitutionnelle, les censeurs viennent chaque soir mettre leur veto à tout article semblant ne pas soutenir le gouvernement. Aujourd'hui, ils autorisent la publication de certains articles qui critiquent le gouvernement ou suggèrent des solutions. Ainsi Amin Makki Madani, ex-ministre et défenseur des Droits de l'homme, a-t-il conseillé dans *Al Ahdath* de réformer les lois pour créer une ouverture dans le pays et faciliter le dialogue national. Ali Mahmoud Hassanein, du DUP, a dit à *Al Sahafa* que Béchrir devait arrêter de perdre son temps et accepter les conditions des mouvements rebelles. Un événement éclipsa la saga de la CPI; ce fut l'attaque du camp de Kalma. Pour un travailleur social présent, les journaux repriront le discours officiel et firent état de la présence d'armes et de drogues à l'intérieur du camp. Ils n'ont comptabilisé que 6 morts, alors que les autres sources en décomptent de 33 à 100. Le parti du Congrès soudanais, laïc, libéral et progressiste, maintenant soutenu par le Mouvement des Nouvelles forces démocratiques et le CP de Tourabi, milite pour que Béchrir quitte le pouvoir. Le MLPS a conseillé au gouvernement de calmer la crise, sans effet. L'Umma et le DUP, se taisent avec détermination. Ces trois grands partis cherchent sans doute à obtenir des concessions du CN, devenu plus vulnérable. Deng Alor, le ministre des Affaires étrangères, a déclaré à *Al Sahafa* que la résolution du conflit au Darfour « est la clé pour résoudre toutes les crises du pays ... Ce conflit ne sera pas résolu par des moyens militaires. Les événements du camp de Kalma noient le pays dans des problèmes dont nous n'avons pas besoin. » Les services de sécurité ont interdit la publication de cet article. Puniton, Deng Alor ne parle plus officiellement. Est-il toujours ministre ? Pour *Al Rayyam*, « le gouvernement doit découvrir d'où, parmi les Soudanais, ont filtré les informations utilisées par Ocampo ». Est-ce une reconnaissance implicite des fautes de Béchrir ? Pendant ce temps, le président et son second vice-président multiplient les déclarations selon lesquelles les poursuites de la CPI sont défavorables au règlement du conflit au Darfour et à l'application de l'accord de paix dans le Sud. Le GOSS partage cet avis.

Elections au Soudan en juillet 2009 ? Organiser des élections au Soudan en 2009, ce serait comme organiser des élections en Pologne durant la 2^{ème} guerre mondiale. Au Darfour, les rebelles ont refusé de participer au recensement. Dans le Sud, à Abyei, les Monts Nouba et le Nil Bleu, les votes sont prévus d'avoir lieu en pleine saison des pluies.

Le ministre de la Défense a failli à Omdurman, d'après un rapport parlementaire publié par *Al Sahafa*. En effet, Le MJE a livré et gagné sept batailles avant d'arriver sur les bords du Nil.

Le MLPS fait semblant de soutenir Béchrir qui a le CPA entre les mains. Les Darfouris eux mêmes comprennent et ne parlent pas d'eux.

S O M M A I R E

EDITORIAL	p. 1
Le Soudan accouche de deux souris <i>Bételgeuse, Deimos</i>	
Le Sud-Soudan au point mort <i>Elias</i>	
DAR FOUR	p. 2 et 3
PETROLE, ARMES, ECONOMIE <i>Nekkar</i>	p. 4
DROITS DE L'HOMME	p. 5
FRONT EST	p. 5
SUD-SOUDAN et ABYEI <i>Elias</i>	p. 6 et 7
AFFAIRES ETRANGERES	p. 8
POLITIQUE INTERIEURE	p. 8